

# Pas d'année « blanche » dans l'éducation !

Les raisons de la colère sont là. L'expression de la colère aussi : régimes spéciaux, université, Fonction publique... la combativité est bien là ! Mais nous avons un double problème stratégique. Celui des modalités d'action avec un rejet légitime des 24 h tous les deux mois. Celui de la mobilisation dans l'éducation où tout semble se liguer pour « empêcher » la construction d'une initiative crédible et efficace. Plutôt que de désigner les coupables – ce qui est assez simple – essayons l'analyse pour trouver le remède, même si c'est plus difficile !

L'année démarre le 31 juillet avec les annonces budgétaires. De démentis en provocations, se confirme la mise en œuvre du « non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partants en retraite ». Comme cela fait mal et risque de cristalliser un sentiment « anti-Sarkozy », de provoquer quelques réactions, on en restera à un sur trois, pour cette année du moins, dans l'éducation qui forcément fournit les gros bataillons. Bilan : 22 700 postes de fonctionnaires (d'État) supprimés dont 11 000 dans l'éducation nationale. Face à cette purge et surtout à ce qu'elle préfigure, on pouvait espérer une réaction forte de toutes les fédérations de fonctionnaires, de la FSU. Il n'en fut malheureusement rien. Bien sûr les vacances, bien sûr le choc post-électoral, mais déjà l'incapacité totale au niveau des services publics d'avoir une réaction unitaire digne de ce nom. Quand on voit – page 13 – comment le Québec a su réagir, quand on sait combien il est vital sur ces questions d'associer les usagers, les élus de terrain et les personnels... la division syndicale et son incapacité à dépasser ses différences pour construire un vaste mouvement populaire en défense et transformation des services publics est proprement



scandaleuse. Cela d'autant – comme le soulignait Jean-Marie Pernot – que Sarkozy lance un défi aux organisations syndicales à la fois en terme de capacité de riposte et en terme d'unité public-privé.

Vint ensuite très vite la lettre de mission à Darcos et surtout la « lettre aux éducateurs » du président (4 sept. 07). On passait là du quantitatif au qualitatif. Un service public, qui l'eût cru, c'est d'abord et avant tout des missions et des objectifs sociaux. Le nouveau président, dans la logique de sa rupture avec le modèle social « issu de la Libération » entend bien en finir avec les idéologies « égalitaristes » de 68 qui plombent, selon lui, la société française depuis au moins 50 ans et donc, s'appuyant sur les difficultés patentes d'un service public pour tous, tourner la page des ambitions et des dépenses inutiles pour « sa » société. Une école pour les riches et une pour les pauvres avec des passerelles pour « l'élite », les « méritants ». Universités, Carte scolaire, collège unique... vive la « liberté de choisir » et la « libre concurrence ».

## Premier test et premier échec : l'Université

Nous ne reviendrons pas sur l'analyse contradictoire de la première bataille, voulue par le gouvernement et refusée par les confédérations, sur les

retraites des régimes spéciaux. Retenons que si la détermination des agents a limité les dégâts, il reste dans l'inconscient des luttes que même une reconductible n'assure pas la victoire face à la détermination gouvernementale et au refus des confédérations d'organiser le combat.

La première défaite viendra de l'Université. L'affaire a mal débuté : l'UNEF a cru pouvoir échanger sa neutralité (refus d'avancer le retrait du projet puis l'abrogation de la loi LRU) en contrepartie de supposées « avancées » pour les étudiants... A la rentrée, le SNESup a oscillé entre l'exigence d'abrogation de la loi Pécresse et sa « subversion », ce qui se traduit maintenant par une course à l'élection des nouveaux CA, une précipitation qui n'est pas justifiée dans la mesure où les universités ont jusqu'au mois d'août pour les mettre en place ! La surprise est venue de la mobilisation étudiante. Elle a entraîné une mobilisation réelle des personnels BIATOS, enseignants et chercheurs mais aussi l'hostilité d'une partie des universitaires – on a vu des enseignants « accompagner » les vigiles ou la police contre les piquets étudiants – à la différence de ce qui s'était passé en 2005 contre le CPE. Le mouvement est ainsi resté isolé, malgré un début d'ébullition dans les lycées, et n'a pas provoqué l'indispensable mouvement social pour l'enseignement supérieur et la recherche qui pouvait l'emporter. Il n'a pas réussi à passer le cap des vacances. Et la répression est venu alourdir l'addition de ce qu'il faut considérer comme une défaite.



PHOTO : P. LECLERC



Le 20 novembre, à Paris.

Les Fédérations de l'Éducation, la FCPE, l'UNEF et les syndicats lycéens, des groupements pédagogiques ont su, au même moment, se réunir et adopter un texte commun pour que s'engage une véritable campagne d'opinion et de dénonciations de la politique proposée. « Il faut que sans en rester aux suppressions de postes, au refus de négociations salariales et à la pression du "travailler plus pour gagner autant", les organisations syndicales préparent activement la grève et les manifestations avec les usagers contre la "refondation libérale de l'Éducation" et cela dès octobre » demandait l'EE au CDFN du 18 sept. 07.

Et de fait la FSU décidait de proposer « aux fédérations de l'Éducation nationale de mettre en débat avec les personnels une journée de grève unitaire dans le cadre de la semaine d'action prévue avant le vote du budget », ce qui signifiait avant les vacances de Toussaint.

### 18 octobre, 20 novembre : des occasions ratées ?

On se souvient du refus déterminé de l'unitaire de l'éducation, puis celui des fédérations de fonctionnaires à enclencher une mobilisation sur les suppressions de postes. Dès lors, le 18 octobre prenait des airs de convergence possible, malgré son gros handicap : pas de luttes hors transports et étudiants isolés. Avons-nous à ce moment là raté l'occasion sur le terrain de l'éducation ? L'interrogation est totalement légitime, surtout au vu de la situation actuelle. Et pourtant ! Pouvions-nous vraiment, seuls, dépasser la polarisation médiatiquement entretenue sur les régimes spéciaux, faire fi de la division dans notre secteur et du refus de toute intersyndicale ? Poser la question est, sans doute, un peu y répondre. Pèse toujours dans l'Éducation l'échec de la reconductible de 2003.

Cela s'est confirmé le 20 novembre et le 24 janvier. Mobilisations fonction publique, sur le terrain des salaires où les bataillons de l'Édu-

cation firent largement le succès des grèves et des manifestations. On peut se rassurer en constatant que c'est bien ce secteur qui a fait la Une des médias, mais ne nous cachons pas que ce ne fut pas sur les questions « éducatives ». Ne nous cachons pas non plus que si la situation dans l'Éducation est un ressort profond de la mobilisation de ce secteur – tout autant que les salaires qui ne constituent plus un tabou chez les enseignants – la faiblesse des AG, comme ce qui y fut dit montre encore l'aspiration à ne pas « réduire » le champ à l'Éducation. Ce que traduit sans doute l'absence de vraie campagne vers les personnels et la population.

Alors le pouvoir continue, imposant son calendrier et des semaines de « discussions » qui ont bien occupé les syndicats : 23 propositions pour le primaire (dont le fameux samedi matin), bac pro en 3 ans, Dotation Horaire Globale dans les collèges et lycées qui sans surprise traduisent concrètement les décisions budgétaires de novembre, rapport Pochard... La note est salée et le processus engagé, s'il n'est pas stoppé, conduira, comme dans le supérieur à un délitement des collectifs de travail et donc de lutte qui les rendra de plus en plus difficile.

Puisque la question salariale est subordonnée aux propositions gouvernementales (avec un probable « recul » sur l'augmentation du point d'indice), la partie Education de la FSU semblait, enfin, vouloir construire la riposte en mars, date où tous les éléments seraient cette fois connus. C'est alors que la CGT, incapable de faire quoi que ce soit sur le contrat de travail ou le pouvoir d'achat, propose une journée nationale de manifestations – sans doute le samedi 29 mars – contre la poursuite et l'accentuation des réformes Balladur-Fillon sur les retraites.

Soyons clair, le sujet est juste, les menaces réelles, le besoin de construire une véritable mobilisation interprofessionnelle vital puisque maintenant tout le monde est « égaux », même les régimes spéciaux ! Nous en serons donc sans aucune réticence si tel est bien l'objectif.

### Les retraites ET l'Éducation

Mais, car il y a UN MAIS, nous ne pouvons nous préparer à faire encore une fois les troupes d'une mobilisation sans lendemain et sans perspectives. Mais, car il y a DEUX MAIS,

nous ne pouvons pour autant ne rien faire sur le terrain de l'Éducation.

Considérons un instant la situation : si en juin, nous nous retournons vers les personnels avec deux grèves et demi fortement suivies sur les salaires donnant un petit coup de pouce au point d'indice (loin de nos revendications) mais avec l'instauration du salaire au mérite ; avec une ou deux manifestations interpro massives et populaires sur les retraites repoussant le calendrier des retraites de quelques mois et par contre une situation dans l'éducation totalement dégradée sans aucune mobilisation...!

Bien sûr des réactions vont sans doute avoir lieu localement pendant les vacances de février. Mais tout le monde sait bien que contrairement à 2003 où nous étions dans une dynamique de l'action, on mobilise difficilement académie par académie, niveaux par niveaux, quand tout le monde sait qu'il ne

s'agit plus de répartir la pénurie mais bien de sauver un projet éducatif et un statut pour les personnels.

Alors nous persistons et signons : **il y a possibilité d'une manifestation nationale le 15 mars, veille du second tour des municipales.** C'est trop court ? Nullement si nous l'annonçons maintenant et compte tenu de la date, croyez que les médias se chargeront de l'annoncer ! C'est « politique » ?

Oui, en effet. Nous n'avons pas le choix, nous espérons l'avoir démontré. Pas de fausse pudeur. La démission surprise et un peu tirée par les cheveux de Michel Rocard de la commission Pochard traduit la chute de popularité du président « people » et la perspective de municipales « sanctions ». Ce que nous défendons ce n'est pas seulement nos conditions de travail, mais aussi le projet éducatif de notre société pour le 21<sup>ème</sup> siècle. C'est un débat totalement politique. Hé bien, n'hésitons pas à l'inscrire syndicalement dans une échéance politique. Rappelons-nous notre incapacité à nous faire entendre dans le débat présidentiel. Tirons-en les leçons, alertons nos collègues, les parents d'élèves, les élèves et osons. Pourquoi ne serions nous pas capables de faire ce qu'ont fait les salariés de la grande distribution pourtant autrement plus fragmentés, fragilisés que nous ? ●

JEAN-MICHEL DREVON,  
ISABELLE SARGENI-CHETAUD,  
LE 3 FÉVRIER 2008.



PHOTO : E. HERVOUET